



## RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Personne publique / Pouvoir adjudicateur :

**L'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger  
À Marrakech Lycée Victor Hugo  
Sis Campus El Goul-Route de Targa-Marrakech,**

Objet de la consultation :

---

### MARCHÉ DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN POUR L'ÉTABLISSEMENT

**MAPA n° 2026/002**

---

Identification du signataire :

L'Ordonnateur de l'établissement en gestion directe de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger Marrakech, Mme Chantal LEVY

**Date limite de remise des offres : 15/07/2026 à minuit, heure de Paris.**

Le dossier de consultation est téléchargeable sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

## SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION</u>	3
<u>ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	3
<u>ARTICLE 3 : VISITE DES LIEUX</u>	4
<u>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	4
<u>ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE</u>	5
<u>ARTICLE 6 : VARIANTES ET TRANCHES</u>	5
<u>ARTICLE 7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE</u>	5
<u>ARTICLE 8 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION</u>	5
<u>ARTICLE 9 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	5
<u>ARTICLE 10 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	6
<u>ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	7
<u>ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	8

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet **des prestations de nettoyage et d'entretien pour l'établissement en gestion directe de l'AEFE de Marrakech** :

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire composite, s'exécutant pour partie sous, la forme d'un marché ordinaire et pour partie la forme d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande

Les prestations définies au CC ne sont divisées ni en tranches, ni en lots.

Le Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (BDPGF) fixe les prestations à réaliser par fréquence, sites, types de locaux et zones d'intervention.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Charges (CC) définissant le détail de l'ensemble des prestations à réaliser.

Classification CPV pertinente :

- 74700000-6 : Service de nettoyage
- 74722000-6 : Service de nettoyage des vitres
- 74731000-2 : Service de nettoyage des bâtiments
- 74740000-8 : Service de nettoyage divers
- 74750000-1 : Service de nettoyage des bureaux
- 90122124-3 : Nettoyage et traitement du sol

Le marché se décompose en deux parties :

- Les prestations récurrentes de nettoyage, à prix forfaitaire, qui correspondent aux prestations courantes de nettoyage des bâtiments, chiffrées au Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (BDPGF).
- Les prestations à la demande et la fourniture de produits d'entretien, à prix unitaires, qui correspondent d'une part aux prestations exceptionnelles de nettoyage en raison d'événements imprévisibles (travaux, manifestations, réceptions, etc.), ou de demandes occasionnelles particulières, et d'autre part, à la fourniture d'articles divers (consommables, produits de nettoyage...). Les prestations à la demande et les produits proposés sont chiffrés dans les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) ;

La notification du marché, et sa reconduction tacite emporteront conclusion des prestations forfaitaires, qui constitueront le montant minimum du marché.

Les prestations à la demande et la fourniture des produits d'entretien s'exécuteront au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, et établis à partir des prix figurant aux bordereaux des prix.

## ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

Les candidats peuvent présenter leur candidature, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

La candidature sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires du marché.

Dans le cas où le candidat ferait une candidature sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, les pièces administratives et techniques décrites ci-dessous concernant chaque membre du

groupement devront être fournies. En outre, la lettre de candidature dûment complétée et signée sera jointe lorsque le mandataire sera habilité par les membres du groupement à signer l'acte d'engagement.

Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

### ARTICLE 3 : VISITE DES LIEUX

**La visite des lieux est obligatoire. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la non-visite des lieux sera éliminatoire.**

Elles sont organisées aux dates suivantes :

ETABLISSEMENT	DATE DES VISITES	HORAIRES
Lycée Victor Hugo	26 juin 2026 : vendredi 27 juin 2026 : samedi 29 juin 2026 : lundi	<b>Vendredi 26 juin :</b> de 9h00 à 14h00  <b>Samedi 27 juin :</b> de 9h00 à 12h00

**Aucune autre date de visite ne sera organisée.**

### ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

1 <sup>er</sup> document	Règlement de la Consultation (RC) + certificat de visite à compléter
2 <sup>e</sup> document	Acte d'Engagement (AE)
3 <sup>e</sup> document	Cahier des Charges (CC)
4 <sup>e</sup> document	Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
5 <sup>e</sup> document	Bordereau des Prix Unitaires (BPU) des prestations complémentaires
6 <sup>e</sup> document	Bordereau des Prix Unitaires (BPU) des consommables
7 <sup>e</sup> document	Le cadre mémoire technique du prestataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des candidatures était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

**AVERTISSEMENT** : Les soumissionnaires se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation.

En cas de litige dans le courant du déroulement de la prestation, lié à une différence d'interprétation des documents contractuels, il est bien entendu que c'est l'interprétation du pouvoir adjudicateur qui fera foi.

### ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée pour ce marché.

## ARTICLE 6 : VARIANTES ET TRANCHES

Les candidats doivent présenter une candidature conforme au dossier de consultation.

## ARTICLE 7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026. Il sera ensuite reconductible tacitement trois (3) fois pour des périodes d'un (1) an. La durée maximum du marché est donc de quatre (4) ans, reconductions comprises. Chaque reconduction prendra la forme d'une décision expresse de la part de la personne responsable du marché (courrier avec accusé de réception) et interviendra dans un délai d'un (1) mois avant l'échéance de chaque renouvellement. Les titulaires du marché ne peuvent refuser sa reconduction.

Pour la partie à bons de commande les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans le(s) délai(s) indiqués dans le bon de commande.

## ARTICLE 8 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

**Les candidats sont invités à télécharger les documents du dossier de consultation sur le site Internet du Lycée Victor Hugo (<https://www.lvhma.org>) / Rubrique Appels d'offres où sur la plateforme des marchés publics place (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de repousser la date de remise des candidatures au plus tard cinq (5) jours avant la date initialement fixée pour cette remise des candidatures.

Les soumissionnaires peuvent consulter gratuitement et anonymement l'avis de marché ainsi que télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE) sur la plateforme PLACE, accessible à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Pour lire les documents mis à disposition sur ce site, les candidats doivent disposer des logiciels suivants : .doc (Word), .rtf, .xls (Excel), .pdf (Acrobat Reader), .zip (Winzip), .pdf (Acrobat Reader).

Il est recommandé aux candidats d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les éventuelles modifications ou précisions apportées aux documents de la consultation.

Tous les échanges seront effectués par messagerie via la plateforme PLACE.

## ARTICLE 9 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être identiques et impérativement déposées à la date et à l'heure suivante : **le 15 juillet 2026 à minuit, heure de Paris. Sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>**

Les candidatures devront être remises par voie électronique( [intendance@citescolairehugorenoir.org](mailto:intendance@citescolairehugorenoir.org) ) et sous forme papier auprès de la loge porte 1 ). Cette candidature papier devra parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Elle devra être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **Consultation pour MAPA MARCHÉ DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES ETABLISSEMENTS DU GROUPEMENT – AO n° 2026/002 - COPIE DE SAUVEGARDE** » et la mention « **NE PAS OUVRIR** ».

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

L'acte d'engagement devra être paraphé et signé. Les documents devront donc être scannés dans l'offre remise par voie électronique.

Elles devront respecter la charte de nommage suivante :

Année +mois +jour – Intitulé du document.

Par exemple : 20180520 – AE

Les intitulés de document des pièces contenues dans le DCE ne devront pas être modifiés.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les “.exe”, les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les “macros” ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse ;

- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à la charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

## **ARTICLE 10 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

### **LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE :**

#### **1) Les documents du dossier de consultation**

L'ensemble des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

- Acte d'Engagement (AE),
- Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Bordereaux des Prix Unitaires (BPU)
- Le cadre de mémoire technique est intégralement complété par le soumissionnaire.

Tous ces documents devront être complétés, paraphés et signés.

#### **2) Présentation des candidatures**

Une **lettre de candidature** signée de présentation de la société et de son intention de soumissionner, ainsi que l'**habilitation de la personne ayant pouvoir d'engager la société** et une **attestation sur l'honneur** prouvant qu'il n'est sous le coup d'aucune interdiction d'exercer.

#### **3) Autorisation de soumissionner :**

*Ces documents du 2) sont exigibles au seul candidat attributaire, toutefois il est recommandé de les produire dès le début de la consultation*

- une attestation de pouvoir pour le signataire.
- Les certificats sociaux et fiscaux (attestation de régularité sociale ou certificat social), datés, signés ou certifiés conformes à l'original s'il s'agit de copies.
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ;

#### **4) Aptitude à exercer l'activité professionnelle :**

- Inscription au registre professionnel (Registre du Commerce et des Sociétés, auto-entrepreneur).

#### **5) Capacité Economique et financière :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Bilans ou extraits de bilan, le cas échéant, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Attestation d'assurance prouvant le niveau approprié d'assurance des risques professionnels

Si pour une raison justifiée l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

#### **6) Capacités techniques et professionnelles :**

1° Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront également pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

2° Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

#### **7) L'offre technique du soumissionnaire et le certificat de visité complété :**

1° Le mémoire technique du candidat. Il a pour objet d'apprécier la valeur technique de la candidature de l'entreprise au moyen d'un questionnaire. Le **cadre joint au DCE est à utiliser impérativement, sous peine d'irrégularité de l'offre,**

2° L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;

3° Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

4° Les agréments des fabricants.

### **ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature et d'offre dans un délai approprié et identique pour tous.

### EXAMEN CANDIDATURE ET OFFRE :

La Personne Publique procédera à la vérification de la production des documents justificatifs relatifs aux conditions de participation, avec notamment :

- La justification d'un niveau de capacité minimal proportionné à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution (Capacité Économique et financière) : Le candidat doit justifier d'un niveau approprié d'assurance des risques professionnels pour l'exécution du présent marché, et d'un chiffre d'affaires permettant l'exécution du présent marché.

- Les capacités techniques et professionnelles, par, notamment, la qualification professionnelle, l'expérience, les moyens humains et matériels pour l'exécution du marché.

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des charges. Elles seront jugées à partir des critères suivants :

1. **Le prix : 60%.** Il sera apprécié en fonction du BDPGF et des BPU.
2. **La valeur technique : 40%,** appréciée en fonction des dispositions décrites par le candidat dans le mémoire technique.

Les candidats dont l'examen du dossier aura fait apparaître des manquements importants au regard des exigences définies dans le cahier des charges seront écartés.

### **ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour toute information complémentaire, nécessaire à l'étude de leur dossier, les candidats peuvent adresser leurs questions par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Ces demandes doivent être adressées au plus tard le 04/07/2026. Une réponse écrite sera envoyée à l'ensemble des entreprises ayant retiré un dossier, au plus tard le 11/07/2026.

Il est recommandé aux candidats, lors du retrait du DCE, d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les réponses aux questions, ainsi que les éventuelles modifications ou précisions apportées aux documents de la consultation.

#### **Anomalies décelées :**

Si le candidat remarque une anomalie technique sur les documents qui lui sont remis, il doit contacter le service le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la remise des plis.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour motif d'intérêt général.